

(Texte rédigé le 8 décembre 1972 et faisant suite à la rencontre nationale des 21-23 novembre 1972 qui réunissait 50 prêtres et pasteurs à Mexico. Le mouvement des "Prêtres pour le Peuple" est né en avril de la même année à San Luis Potosí)

1- Point de départ de notre engagement

Nous sommes un groupe de prêtres qui, en raison des circonstances ayant marqué leur ministère pastoral, se trouvent en contact plus ou moins étroit avec des secteurs authentiquement populaires de notre pays, tant dans les milieux urbains que ruraux.

C'est à partir de cette expérience que nous avons pu connaître et sentir de près leurs angoissants besoins, leurs aliénations, leurs souffrances, leurs espérances et leur situation d'oppression et de misère qui, dans de nombreux cas, représente une atteinte aux droits les plus élémentaires de dignité et de survie (1).

Sans compter le fait qu'elle nous a permis de remettre en question notre ministère et notre présence au milieu du peuple, cette expérience a fait naître en nous la volonté de nous rendre solidaires de son destin, de faire cause commune avec lui et de participer activement à tous ses efforts de promotion collective et de libération sociale.

Cette même expérience nous a également amenés à ressentir le besoin de tirer au clair les causes et les mécanismes cachés qui expliquent une situation aussi injuste qu'inhumaine, non pas au niveau d'indicateurs ou d'aspects superficiels, mais à celui d'une analyse structurelle.

Voici le résultat de notre recherche commune.

2- Analyse de la réalité qui est la nôtre

Dans notre pays, comme du reste dans l'ensemble de l'Amérique Latine et des pays du Tiers-monde, l'état d'oppression et de misère sociale qui affecte les couches populaires est essentiellement le fruit de la structure capitaliste du système de production, à partir de laquelle, en dernière instance, s'édifient l'appareil politique ainsi que l'ensemble des normes et valeurs qui définissent un système de légitimation.

Nous savons que le mécanisme principal de la structure capitaliste réside dans l'appropriation privée et dans l'accumulation à tendance monopoliste de l'excédent économique créé par les forces de travail, par une minorité qui détient les moyens de production et qui a ainsi la possibilité d'organiser la division du travail social en fonction d'une production destinée à l'économie de marché, et cela grâce aux stimulants que sont le profit et les intérêts de la minorité.

Ce mécanisme engendre inévitablement l'inégalité sociale et une société de classes basée sur des rapports internes de dépendance et d'exploitation structurelles; il a pour résultat que les forces de travail sont tenues en marge des bénéfices du système ainsi que de toute participation réelle aux décisions d'ordre politique et social.

Ce mécanisme est cependant encore plus nocif et plus inhumain dans le cas du capitalisme dépendant comme l'est celui des pays sous-développés dont l'articulation par rapport aux centres de décision du capitalisme international ne permet pas un développement autonome et plénier pour leurs propres forces productives, même dans le cadre d'un système de production de type capitaliste.

Les sociologues latino-américains se sont efforcés de mettre en lumière les nombreux liens de dépendance par lesquels se concrétise cette articulation. Ils ont ainsi démontré l'existence d'un système complexe de satellisation d'ordre économique, financier, technologique, politico-militaire, idéologique et culturel permettant le transfert d'une part importante de l'excédent national des pays périphériques vers les centres "métropolitains" (dans la pratique, les Etats-Unis, le Marché commun européen et le Japon) hautement industrialisés et détenteurs du monopole de la technologie et de la science. C'est le nouveau visage de l'impérialisme qui prend la forme d'un néo-colonialisme agissant essentiellement par le biais d'une structure d'échange inégal, c'est-à-dire celle de la détérioration progressive des termes de l'échange commercial (2).

3- Le cas du Mexique

Quant au cas spécifique du Mexique, il est intéressant de souligner que, dans le passé, grâce au cardénisme (°) et à la conjoncture passagère de la dernière guerre mondiale, il a connu un type de croissance capitaliste relativement autonome et accélérée sous le signe du nationalisme économique et de l'industrialisation.

Ce type de croissance a rendu possible, entre autres, la formation de structures monopolistes ou oligopolistes qui ont été l'occasion d'une concentration excessive du revenu entre les mains d'une nouvelle bourgeoisie financière et industrielle, grâce à la politique protectionniste de l'Etat qui, sous le couvert de l'encouragement à l'investissement, était délibérément orientée vers le transfert des ressources chez les "capitalistes" privés plutôt que chez les consommateurs populaires.

A partir des années 50, cependant, la pénétration massive des capitaux étrangers ainsi que les nouvelles modalités concernant l'investissement et l'aide étrangère, ont profondément modifié notre type de croissance économique. Relativement autonome auparavant, elle est devenue sérieusement dépendante et vulnérable en raison de son articulation grandissante sur la structure du capitalisme international polarisé par les Etats-Unis(3).

Il est aujourd'hui devenu impossible, dans l'actuelle structure capitaliste de production, d'imaginer pour le Mexique un nouveau projet de croissance autonome inspiré par le nationalisme économique.

Issues tant du caractère dépendant de notre système économique que de son dynamisme de croissance, lequel semble s'acheminer vers une phase de capitalisme organisé au détriment des industries traditionnelles et de l'économie agricole, les contradictions expliquent la participation croissante de l'Etat dans la régulation du processus économique. Elles expliquent également l'obligation dans laquelle se trouve l'Etat de développer au maximum un système de stabilisateurs politiques destinés à absorber ou à neutraliser les nombreuses formes d'insatisfaction, de rébellion et de malaise social qui sont l'expression de ces contradictions au niveau de la

(°) Mouvement de reconstruction nationale suscité par le président Cárdenas (1939-1940) (N.d.T.)

conscience populaire. D'où le caractère ambigu du régime politique mexicain, qui présente une façade officielle de populisme "socialisant" justifié par une idéologie d'"ouverture démocratique" et de nationalisme inter-classes.

4- Notre choix

L'analyse des mécanismes d'appropriation et d'accumulation capitaliste, qui provoquent simultanément l'apparition de mécanismes de marginalisation et d'oppression tant au niveau national qu'international, nous permet de rejeter comme illusoire les alternatives du "développement" ou de la "libération"; celles-ci se situent dans le cadre du même système et elles laissent intacte sa structure fondamentale qui est, comme on le sait, basée sur l'organisation du travail social à partir de l'appropriation privée des moyens de production et à partir de la réduction des forces de travail à leur valeur marchande. Cette analyse nous permet également de rejeter comme fausses les alternatives de "troisième voie" comme le "capitalisme d'Etat", l'"économie mixte" ou "le christianisme social", soit parcequ'elles tombent de nouveau dans le même système capitaliste de production, soit parce qu'elles représentent des formulations moralisantes qui s'inscrivent dans la ligne d'un réformisme social aussi inopérant qu'inefficace.

D'où notre choix d'un projet socialiste qui, ^{en} se donnant pour but de parvenir à une transformation radicale de la structure économique moyennant l'appropriation sociale des moyens de production, permet de définir une société plus solidaire et moins inégale, basée sur l'autogestion, sur l'autodétermination collective et sur une véritable responsabilité sociale et politique. Nous pensons également qu'un tel projet est la seule alternative efficace pour organiser une économie vraiment humaine répondant aux besoins réels du corps social dans sa totalité et non pas aux intérêts de profit d'une minorité hégémonique nationale ou internationale. Nous pensons que, seul, le projet socialiste nous offre la possibilité de briser le cercle infernal de la dépendance à laquelle nous soumet la structure impérialiste du capitalisme international.

Nous savons enfin que notre choix socialiste ne deviendra effectif que lorsqu'il sera repris à son compte par le peuple et transformé par lui en réalités.

Nous ne sommes ni des utopistes ni des ingénus. Nous connaissons bien les perversions historiques des nombreux socialismes existants, en particulier dans leur version brutalement bureaucratique, mécaniciste, matérialiste et technocratique. Aussi n'attendons-nous pas que l'avènement d'une société socialiste résolve de façon automatique tous les problèmes de la promotion humaine et fasse cesser tout effort de libération politique et sociale.

Mais nous croyons cependant que le dépassement du système capitaliste par le socialisme peut faciliter de façon structurelle l'éducation d'un homme nouveau, plus solidaire et plus fraternel. Nous croyons aussi que le peuple latino-américain a suffisamment d'imagination et de créativité pour forger un socialisme à visage humain, qui ne soit pas oppresseur ni écrasant, mais qui soit respectueux de la pluri-dimensionnalité de la promotion humaine et capable de dépasser ses formes historiques de perversion.

5- La nouvelle lecture de notre foi et de la signification de notre ministère

Le développement de la réflexion et de la praxis que nous avons signalé ne nous mène pas à un "horizontalisme" sociologique et politique qui évacuerait la transcendance et la spécificité de notre foi et de notre ministère. Il nous conduit au contraire à une nouvelle lecture, de type "politique", de l'Évangile, laquelle se transforme dialectiquement en une nouvelle lecture, de type "évangélique", de la politique conçue comme praxis de libération sociale.

En effet, au plus profond de notre expérience de solidarité avec les classes opprimées et à travers notre analyse politique et sociale, les grandes lignes de force de l'Évangile se sont détachées avec netteté devant nos yeux. Elles passent par l'engagement efficace aux côtés du prochain, par le choix en faveur des pauvres, par la solidarité avec les plus "humbles", par la contestation du pouvoir établi, par la dénonciation de la volonté de domination et du règne de l'argent, ainsi que par l'instauration de la justice conçue comme fondement des rapports humains au sein de la société.

Loin d'être un facteur d'individualisme et de neutralisation, la foi exige nettement une prise de parti et un choix en faveur de l'humanité opprimée, dont la portée est inévitablement de caractère politique et social.

Par ailleurs, c'est à partir de cette nouvelle lecture "politique" de l'Évangile qu'il nous a été possible de faire une nouvelle lecture "évangélique" de la praxis politique ainsi que de notre analyse politique et sociale.

Ainsi, par exemple, nous avons réinterprété la solidarité structurelle des classes opprimées, conséquence naturelle du mode de production capitaliste, comme entrant dans la catégorie évangélique du "prochain", au sens de la parabole du bon samaritain qui inclut la proximité mais aussi l'abandon, l'exploitation et la nécessité.

Nous précisons qu'il s'agit ici du prochain au titre collectif, solidaire et transindividuel, un prochain qui est le peuple exploité et opprimé, et qui ne peut pas être assisté ou secouru de façon efficace au ^{seul} niveau de rapports purement interpersonnels, mais aussi au niveau politique, c'est-à-dire à celui d'une action organisée et collective agissant sur les structures qui sont la cause de son état habituel de misère et d'oppression.

C'est en fonction de ce prochain que nous donnons une nouvelle définition de la responsabilité chrétienne concernant l'amour fraternel qui engage notre salut. Parce que le Christ est solidaire de ce prochain, il "vient" en lui de façon incessante et il nous interpelle à travers lui. C'est la grande affirmation de Matthieu 25: "Dans la mesure où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait".

En effet, toutes les alternatives de la parabole du bon samaritain se retrouvent dans ce prochain: les voleurs qui commettent une agression, les ecclésiastiques qui "passent loin" et l'étranger généreux qui manifeste son amour au blessé de la route avec efficacité et désintéressement. Avec cette particularité que, dans notre cas, un amour efficace suppose

la lutte contre les classes dominantes par amour évangélique en vue de la libération. S'il est vrai, en effet, qu'il faut aimer tous les hommes, on ne peut cependant les aimer tous de la même façon: on aime l'opprimé en prenant sa défense et en le libérant; on aime l'opresseur en le mettant en accusation et en le combattant. La liberté des pauvres et celle des riches se conquièrent en même temps.

C'est aussi en fonction de ce prochain que nous donnons une nouvelle définition à notre ministère sacerdotal. En effet, ce prochain est le destinataire préféré de l'Évangile, au service duquel nous sommes, sans préjudice de sa destination universelle.

Par ailleurs, ce prochain exige de nous une évangélisation et une célébration qui soient en lien avec ses besoins concrets de libération et qui soient fondées sur un témoignage de participation et d'engagement actif dans ses luttes sociales; sinon, la "bonne nouvelle" du salut n'aurait aucune crédibilité et aucune valeur de signe; elle serait un contre-signe. Enfin, notre expérience de solidarité avec ce prochain-peuple a eu pour effet de développer en nous l'esprit de compagnonnage qui nous a permis de faire disparaître chez nous toute trace d'une mentalité de caste ou de paternalisme clérical; nous sommes des chrétiens parmi les chrétiens, dont la seule responsabilité supplémentaire est de "confirmer et célébrer la foi de leurs frères" au sein d'une lutte commune en vue de la libération.

En dernier lieu, c'est véritablement une nouvelle signification de la foi qui commence à se faire jour au Mexique dans et par notre expérience de solidarité avec le prochain-peuple. La foi, en effet, consiste essentiellement à rencontrer et à servir le Christ dans nos frères, et elle exige en conséquence un effort de discernement pour découvrir qu'ils se rencontrent précisément dans la situation où l'aliénation et l'exploitation atteignent un point critique et une densité extrême. Nous concevons cette foi et nous essayons de la vivre comme une force de contestation des structures d'oppression; comme une force dynamique de rupture, de marche en avant, de disponibilité permanente et de résurrection; comme un élan constant d'exode vers un "pays nouveau", et comme une énergie faite d'amour et d'espérance qui aide à la réalisation de tout homme et de tous les hommes et qui les entraîne vers la plénitude eschatologique finale.

Nous estimons donc que l'Église ne peut avoir de sens que comme une forme institutionnelle de cette foi qui est en même temps événement et promesse, certitude et espérance, référence permanente à un Christ qui est venu, qui vient et qui viendra toujours, pour nous aujourd'hui, dans le prochain-peuple qui vit, souffre, espère, se mobilise et lutte pour un avenir meilleur au Mexique. Une telle Église ne peut se concevoir, du point de vue de sa mission historique, que comme une institution qui soit en même temps contestataire et prophétique, dénonciatrice et annonciatrice, située dans une attitude de critique et de mobilisation sociale permanente en vue d'une plénitude humaine grandissante et en vue de la réalisation chaque fois plus pure de l'idéal évangélique.

6- Nos conflits à l'intérieur de l'Église officielle

A notre avis, la perspective théologique et pastorale que nous venons de présenter à partir du contexte de notre expérience du peuple et des récents développements des sciences sociales, retrouve sous bien des aspects le courant prophétique de la Bible et la structure de promesse de la Parole de Dieu. Mieux, elle coïncide fondamentalement, à notre avis,

avec l'intention profonde du magistère de l'Eglise telle qu'elle s'exprime à notre époque dans Vatican II, Medellin et de nombreux autres documents de l'Eglise latino-américaine. Mais ici surgit un fait paradoxal: dans la mesure où nous nous efforçons d'être cohérents et conséquents par rapport à cette perspective supposant la fidélité à la foi dans et par la fidélité au peuple, nous nous heurtons à de vives oppositions et à de fortes résistances à l'intérieur de l'Eglise officielle, lesquelles se traduisent le plus souvent par des situations de conflit avec la hiérarchie, et de son côté à elle, par des gestes de condamnation et des actes de répression dans le but de briser dans l'oeuf nos choix d'hommes, de chrétiens et de prêtres.

D'où la pénible impression que notre Eglise officielle nous impose pratiquement un choix entre la foi et la lutte pour la libération de notre peuple, comme s'il était nécessaire de renoncer à la foi et au sacerdoce pour être à même de lutter contre la misère chronique inhérente au système social, ou de renoncer à la lutte pour être à même de continuer à croire en Jésus-Christ et à exercer le ministère sacerdotal. Cette douloureuse situation nous a amenés à analyser les causes profondes de la situation conflictuelle qu'engendre dans l'Eglise notre manière d'envisager le ministère et sa mise en pratique. Nous avons constaté que, en tant que mode historique et concret de structuration de la communauté de foi, l'Eglise a été très sérieusement conditionnée par les structures économiques, politiques et culturelles du système actuel. Ainsi, par exemple, nous avons découvert que plusieurs manifestations du magistère épiscopal étaient objectivement marquées - l'intention étant sauve - d'un fort coefficient idéologique et politique finalement favorable au maintien de la structure capitaliste néo-libérale. Nous avons également découvert que de nombreuses perspectives ou préoccupations pastorales de l'Eglise du Mexique portaient la même marque et étaient l'objet d'un conditionnement identique.

Nous avons découvert que la plupart des situations conflictuelles qui nous opposent à la hiérarchie n'ont pas pour origine des considérations d'ordre purement religieux d'orthodoxie ou de fidélité au ministère sacerdotal, mais des positions politiques conservatrices ou réformistes, assumées de façon inconsciente par les hommes d'Eglise et masquées de la même façon par un discours théologique convaincu avec ingénuité de son caractère non-politique.

Nous sommes donc arrivés à la conclusion qu'il existe un rapport étroit, une correspondance voire une immanence réciproque entre les pratiques politiques et les pratiques religieuses, sans préjudice de leur autonomie et spécificité respectives. On comprend ainsi qu'une réactionnaire en politique soit normalement un intégriste en matière religieuse, qu'un conservateur envisage la pratique religieuse comme un stabilisateur moral et un gage de salut, et qu'un révolutionnaire soit aussi normalement un contestataire de l'appareil ecclésial et un amplificateur passionné des accents prophétiques de la Bible. Tout cela n'est pas pour nous un motif de scandale. Au contraire, cela nous semble l'une des conséquences normales de la constante d'incarnation de l'Eglise et l'un des reflets de la confrontation des classes qui rejaillit en son sein. Par contre, cela nous met en face d'une tâche à accomplir et d'un besoin à satisfaire: permettre un affrontement dialectique permanent dans l'Eglise entre des chrétiens aux pratiques politiques et religieuses divergentes, sans préjudice de la fraternité. Et cela, dans le but d'une purification constante de la foi au sein de la communauté des croyants,

afin de rendre possible la libération de son potentiel eschatologique et prophétique au cas où celui-ci ait été faussé, étouffé et limité par les idéologies du statu quo. Loin d'être une atteinte à l'unité de l'Eglise, une telle confrontation peut contribuer à sa lente gestation dans l'histoire. Car, durant cette phase de cheminement marquée du signe du péché qui sépare et divise, l'unité de l'Eglise n'est pas un fait consommé ou un bien acquis, mais elle est dans une grande mesure une tâche eschatologique à remplir et un but à atteindre. Le front de la lutte des classes passe aussi à l'intérieur des Eglises, et leur unité visible comme leurs discours de glorification ne sont rien d'autre que des mythes qui sacrifient l'essentiel au secondaire et la réalité de l'homme à l'illusion religieuse.

7- Notre proposition

C'est précisément dans ce contexte que s'inscrit notre contribution et notre proposition d'un service à rendre en tant que personnes et que groupe chaque jour plus important. Nous nous proposons de partager avec nos pasteurs hiérarchiques et avec nos frères prêtres le cheminement d'une réflexion et d'une praxis qui nous a conduits à notre choix actuel. Nous pensons ainsi contribuer à une confrontation dialectique entre chrétiens qui soit franche et vigoureuse, mais aussi fraternelle, et qui fait actuellement défaut dans l'Eglise du Mexique.

Notre position n'est pas faite d'intransigeance et elle n'est pas doctrinaire; nous ne nous considérons pas comme les détenteurs exclusifs de la vérité. Bien au contraire, nous espérons et nous désirons faire l'objet d'un débat pour que nous soyons à même de clarifier notre recherche et peut-être de relativiser notre choix. Mais nous voulons que ce choix soit compris non pas comme le résultat d'une décision téméraire, légère ou simplement d'ordre émotionnel, mais comme le fruit mûr du douloureux cheminement de notre réflexion et d'une recherche communautaire dans un souci permanent d'objectivité et de rigueur. Si nos schémas d'analyse et nos interprétations de la structure et de la conjoncture du système social en vigueur ne sont pas convaincants, nous sommes prêts à accepter que l'on nous propose d'autres instruments et une interprétation mieux adaptée. De la même façon, si notre choix d'un projet socialiste n'est pas convaincant, nous sommes prêts à accepter que l'on nous propose une alternative mieux adaptée.

Mais par contre, au nom des droits les plus élémentaires qui sont les nôtres en tant qu'hommes, que chrétiens et que prêtres, nous nous opposons à ce que l'on nous rejette à priori sans nous réfuter, à ce que l'on nous condamne sans nous entendre, à ce que l'on nous réprime sans nous juger, et à ce que l'on doute de notre fidélité ou de notre orthodoxie sans instruire notre cause au préalable et en due forme. En d'autres termes, nous nous opposons à ce que l'on anticipe à notre sujet sur le jugement final.

Nous croyons en toute sincérité que la mission historique de l'Eglise du Mexique, comme de toute l'Amérique Latine, n'est pas de recommencer à ériger le tribunal du Grand Inquisiteur ni de retarder par tous les moyens l'avènement de l'homme nouveau. Elle est au contraire de stimuler la liberté des fils de Dieu et d'ouvrir toutes grandes les fenêtres jusqu'à ce que vienne l'aurore de la libération.

Le 8 décembre 1972
Les prêtres pour le peuple

NOTES

(1) Nous rappellerons simplement que d'après le recensement de 1971, 16,50% de la population a déclaré des revenus mensuels de moins de 200 pesos (environ 73 francs français - N.d.T.) et 23,73%, de 200 à 499; 64,37% de la population a déclaré des revenus mensuels inférieurs à 1.000 pesos; 40,14% vit dans une seule pièce; 39,98% n'est pas relié au réseau de distribution d'eau.

(2) Voir

Antonio Garcia: "Industrialización y dependencia en la América Latina", El trimestre Económico, julio-septiembre 1971, pp. 746ss;

H. Jaguaribe, A. Ferrer y otros: "La dependencia político-económica de América Latina", México, Siglo XXI, 1969;

F.H. Cardoso y E. Faletto: "Dependencia y Desarrollo en América Latina", México, Siglo XXI, 1969;

Darcy Ribeiro: "El dilema de América Latina", México, Siglo XXI, 1971.

(3) Voir le document "La Justicia en México" (1.1.1): "Les investissements étrangers directs accumulés, en particulier nord-américains, s'élèvent au Mexique en 1970 à environ 3.000 millions de dollars, et la dette extérieure pour plus d'un an de délai à environ 3.200 millions de dollars, à laquelle s'ajoute la dette pour moins d'un an à 1.500 millions de dollars. On arrive à la conclusion que, dans son ensemble, en 1970, le pays est redevable au reste du monde d'environ 7.700 millions de dollars. Le Mexique est ainsi l'un des pays les plus endettés du monde".

Voir:

Alonso Aguilar Monteverde: "Dialéctica de la economía mexicana" México, Editorial Nuestro Tiempo 1971;

Fernando Carmona: "La Situación Económica en el Milagro Mexicano" México, Ed. Nuestro Tiempo, 1970, pp. 74-75;

Miguel S. Wionczek: "La inversión extranjera privada en México, problemas y perspectivas", en Comercio Exterior, vol. XX, n° 10;

José Luis Ceceña: "México en la órbita imperial", México, El Caballito, 1970, pp. 199-238 y 246-271;

Leopoldo Solís: "La realidad económica mexicana: Retrovisión y perspectivas", México, Siglo XXI, 1970;

Ifigenia M. de Navarrete y otros: "El perfil de México en 1980", México, Siglo XXI, 1970.

(4) "Tant en raison des conditions socio-politiques internes que du système de rapports internationaux imposé par le développement mondial du capitalisme, les réformes du cardénisme ont rapidement été reconverties au bénéfice des mécanismes de l'accumulation capitaliste et, par la suite, de la consolidation d'une bourgeoisie mexicaine et étrangère qui, vers la fin des années 30, semblait être en recul net et rapide" Bureau d'analyse socio-économique A.C., mai 1971, n° 4, vol. 1: "México: industrialización subordinada", photocopié.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source "DIAL")